



Universités & Territoires

N°115 - 15/02/2017

Sommaire

● **page 2 à 14** : Synthèse et étude d'impact et de pérennité des Tours de France universitaires des gestes éco-responsables et de la semaine Agir Ensemble ● **page 15** : 21 novembre 2017 : 2^e édition des Rendez-vous du logement étudiant à l'Université Paris-Dauphine ● **page 16** : Les jeunes du réseau ESN France partie prenante de l'anniversaire des 30 ans d'Erasmus+ ● **page 18** : Le projet KAPS à Nantes ● **page 20** : Des étudiants néerlandais transforment la vie dans les maisons de retraite



21 novembre 2017

2^e édition des Rendez-vous du logement étudiant

Université Paris-Dauphine

éditorial

2017, année d'incertitudes



par Nicolas
Delesque
Directeur de la
publication

L'année 2017 revêt plein d'incertitudes ce qui lui donne tout son charme si nous croyons dans l'avenir, ou au contraire lui donne une image inquiétante si nous voyons tout en noir ! Et c'est bien là l'enjeu des prochaines élections.

En matière d'enseignement supérieur et de jeunesse, des motifs d'espoir ne manquent pas malgré cette ambiance de réforme permanente qui nuit à la visibilité de ces évolutions. La part de diplômés au sein d'une génération a dépassé les 47% démontrant ainsi la réalité des efforts en matière d'éducation dans notre pays. Quand on sait que ces diplômés auront 4 à 5 fois plus de chances de trouver un emploi dans les 3 ans qui suivent leur diplôme que ceux qui en sont dépourvus, on mesure la portée de cette évolution.

Dans un registre plus interne à l'université, le succès continu et grandissant du dispositif PEPITE d'entrepreneuriat étudiant montre que l'initiative et l'inventivité ne sont pas absentes chez les nouvelles générations qui plébiscitent à plus de 60% la création de leur propre entreprise.

Et en regardant les projets portés par les étudiants que certaines universités commencent à mettre en avant, on s'aperçoit que la part des projets ayant attrait à la solidarité, à l'aide à la personne ou à l'amélioration des conditions de vie représente la majorité des projets développés. D'ailleurs les dernières enquêtes en France et en Europe prouvent que le nombre de jeunes engagés dans des actions de bénévolat ou de volontariat n'a jamais été aussi important.

Ces éléments épars, expliquent en partie le décalage que nous constatons dans plusieurs enquêtes entre le pessimisme ambiant et la relative confiance des jeunes eux-mêmes dans leur avenir personnel et professionnel.

Cet esprit positif, c'est celui que nous souhaitons conserver et promouvoir dans les Rendez-vous du logement étudiant. Cette volonté de l'ensemble des parties prenantes pour mettre en avant leurs réussites et leurs projets, mais aussi ce désir de trouver des solutions partenariales pour surmonter les difficultés ou frein à la production de plus d'offres pour les étudiants sont les axes que nous continuerons de travailler dans notre prochaine édition qui se tiendra le 21 novembre prochain à l'Université Paris-Dauphine.

Nous vous y attendrons pour partager cet élan, et entre temps, mesdames et messieurs les candidats, faites nous croire en un avenir meilleur en répondant aux attentes de notre jeunesse ! ■

Parties prenantes



Synthèse et étude d'impact et de pérennité des Tours de France universitaires des gestes éco-responsables et de la semaine Agir Ensemble

Au préalable

Grâce à cette étude d'impact et de pérennité le collège de partenaires (Ademe, Avuf, CDC, CPU, Mgen) a pris conscience que le Tour de France Agir Ensemble, conçu initialement comme une opération top-down, était plus efficace sur les campus où les établissements d'enseignement supérieur et Crous qui l'accueillaient étaient impliqués, par exemple dans la conception des ateliers pour les personnels.

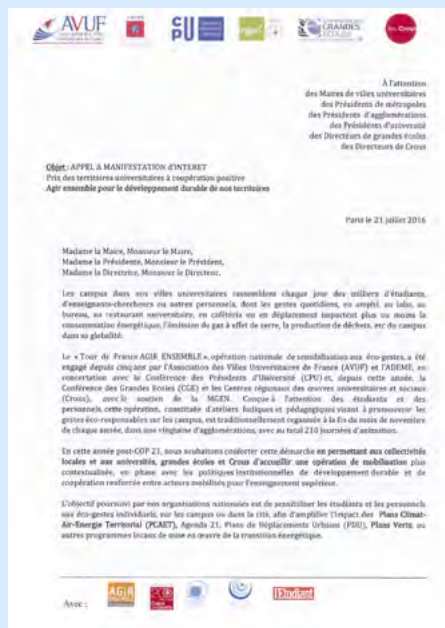
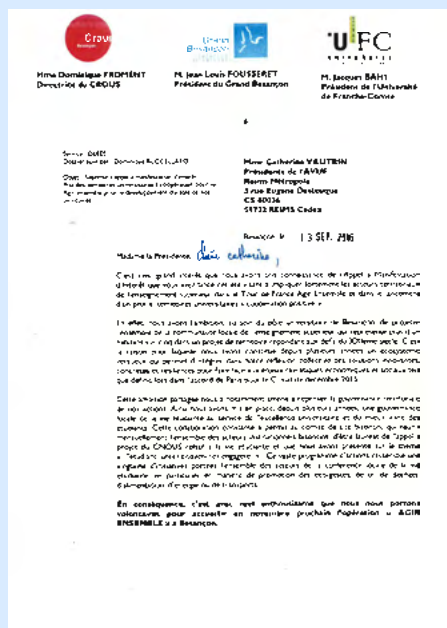
Il prenait acte aussi que l'engagement des autres acteurs locaux, notamment des collectivités locales, restait très marginal et qu'il était nécessaire de s'appuyer sur elles dans une logique plus globale des éco-gestes des étudiants ou personnels, avec l'objectif de susciter des collaborations concrètes entre acteurs institutionnels autour des enjeux du développement durable et de la transition énergétique.

Pour garantir cette implication, le collège de partenaires (élargi cette année à la CGE et au Crous, ainsi qu'au Refedd et Cirsés) a convenu au printemps 2016 de ne déployer l'opération, du moins dans ses niveaux les plus aboutis, que sur les territoires où

établissements d'enseignement supérieur, collectivités locales et Crous manifesteraient conjointement le désir de l'accueillir, dans une logique de prix des territoires à coopération positive.

Un courrier d'appel à manifestation d'intérêt a donc été adressé fin juillet aux Maires, Présidents d'université, Directeurs de Crous et de Grandes Ecoles, dans l'espoir de recevoir au moins 2 et au plus 7 candidatures avant le 15 septembre. En définitive 8 territoires se sont manifestés dans les temps (Aix-Marseille, Besançon, Caen, Nanterre, Nice, Poitiers Reims et Rennes) et 2 après la date limite; certains avec un courrier aux 3 logos (Université, collectivité, Crous) signé par les Présidents ou Directeurs des 3 structures.

Le bilan de cette édition 2016, qui s'est déroulée du 28 novembre au 9 décembre sera évoqué dans le prochain n° d'Universités & Territoires, qui exposera également les nouvelles orientations pour 2017.





Étude d'impact et de pérennité des Tours de France universitaires des gestes éco-responsables et de la semaine Agir Ensemble - Synthèse

L'Association des Villes universitaires de France (AVUF) a souhaité réaliser une étude nationale sur le « Tour de France Universitaire des gestes éco-responsables ». Cette démarche a posteriori dans l'enseignement supérieur et sur l'ensemble du territoire a été réalisée par PCC. L'AVUF et PCC ont souhaité publier dans ce numéro d'Universités & Territoires une synthèse de cette étude.

RAPPEL DES ENJEUX

Depuis quelques années, les collectivités territoriales et la communauté universitaire se mobilisent séparément pour contribuer aux efforts du pays dans la démonstration que des modifications de comportements sont possibles afin de maintenir la hausse de la température globale en deçà de 2°C.

Cette mobilisation implique aussi des actions concertées entre le monde des collectivités et celui de l'enseignement supérieur, notamment pour la réhabilitation

énergétique du patrimoine universitaire et de la sensibilisation des usagers des campus dans leurs gestes professionnels ou de vie quotidienne.

Une telle sensibilisation a été engagée depuis 2010 par l'AVUF, avec le soutien de l'ADEME, de la Caisse des Dépôts et de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, en concertation avec la Conférence des présidents d'Université, la conférence des Grandes Ecoles en collaboration avec les CROUS à travers le « Tour de France Universitaire des gestes éco-responsables »

conçu initialement à l'attention des étudiants, puis décliné en 2013 vers les personnels de 2 universités, sous l'appellation « Semaine Agir Ensemble ».

En 2015, à l'occasion de la COP 21, l'AVUF et ses partenaires ont souhaité amplifier cette opération. Il a été proposé aux personnels de 10 universités de participer à un atelier sur les gestes quotidiens à adopter au bureau ou au labo en proposant via plusieurs thèmes de tester leurs connaissances sur les réflexes à avoir sur leur lieu de travail. En parallèle, il a été proposé aux étudiants de ces universités et les campus de 15 autres villes universitaires, un ensemble d'autres animations et notamment un atelier « gestes climat ».

L'étude dont nous présentons ici une synthèse a pour enjeu d'examiner l'impact de ces opérations et de proposer des pistes de réflexions et propositions pour pérenniser ce type d'opérations.

PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

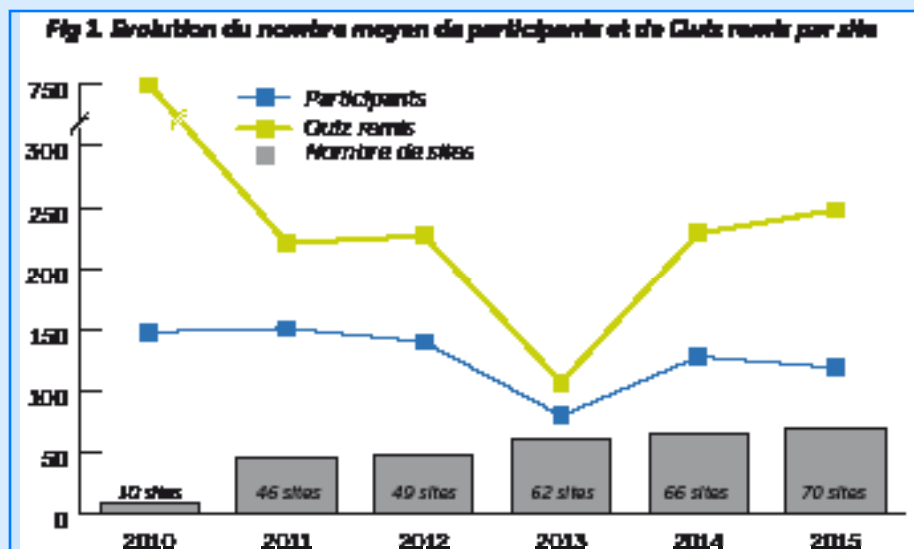
Depuis 2010, le Tour de France des gestes éco-responsables (TDF) se tient chaque année, aux alentours de la fin de l'année civile, au sein des restaurants universitaires (RU) d'un certain nombre de villes. Sur trois jours en général, entre 76 et 103 animateurs (chiffres des rapports de 2012 à 2014) ont proposé entre 1865 heures et plus de 2000 heures d'animation aux étudiants présents au sein des RU pendant la pause déjeuner, avec un résultat dont on ne peut que constater le succès croissant.

Au fil du temps, le dispositif s'est amélioré, tant dans la forme (des affiches à l'organisation des ateliers, des goodies distribués à la conception du questionnaire de satisfaction) que dans le fond (avec une sensibilisation accrue des étudiants, les établissements semblant s'être « approprié » la manifestation.)

LA VÉRITÉ DANS LES CHIFFRES : FRÉQUENTATION ET IMPACT

Les données étudiées, dont une partie est reproduite en figure 1, nous permettent de constater une progression rapide et continue jusqu'en 2012, suivie d'un coup rude en 2013 en termes de fréquentation des ateliers, bien rattrapé dès l'année suivante, avec retour à des chiffres comparables à ceux de 2012. La moyenne record de 151 participants par site atteinte en 2011 n'a jamais été atteinte depuis.

On observe une évolution comparable du nombre de quiz remis, qui touche systématiquement plus de monde, logiquement, que les ateliers – l'implication est moins forte pour remplir un quiz que pour participer à une animation sur la durée. Les chiffres moyens impressionnants de 2010, avec des actions beaucoup plus concentrées (5 villes et 10 sites), n'ont jamais été égalés, mais on peut noter dès 2011 une stabilisation du nombre de quiz collectés par site autour de 225, avec, là encore, un net recul en 2013 que nous pouvons considérer comme une « année noire ».



S'agissait-il de l'année nécessaire à la « digestion » du changement d'échelle, le passage de 10 (en 2010) à une quarantaine de sites (en 2011 et 2012) ayant été visiblement mieux géré que celui d'une quarantaine à plus de 60 sites (en 2013 puis 2014) ? On peut le penser, dans la mesure où les très bons résultats de 2014 semblent contredire l'idée qu'en dépassant les 40 sites, le dispositif perdait en efficacité.

Quoi qu'il en soit, une attention croissante semble de mise en termes de nombre de sites concernés, même si le souhait d'accroître au maximum l'ampleur de la manifestation demeure tout à fait légitime.

Il faut également signaler que, à partir de 2013, à la demande de la Caisse des Dépôts, le TDF s'est ouvert plus largement aux personnels des établissements, en proposant - d'abord sur deux établissements (Rouen et Paris-X), puis sur une dizaine en 2014, et 10 villes et 17 établissements en 2015 – un atelier « dédié aux gestes professionnels », visant à mieux impliquer lesdits personnels qui étaient par ailleurs demandeurs, dans la démarche. Cela s'est traduit par la mise en place d'un atelier consacré aux « gestes quotidiens à adopter au bureau ou au laboratoire », via un plateau jeu « Economisez » s'inspirant du jeu télévisé « Money Drop », et par la diffusion d'un memento.

ET EN 2015?

La 6^e édition du TDF «Agir Ensemble» s'est déroulée dans un contexte particulier (attentats et COP 21) qui doit être pris en compte pour analyser les chiffres sans tirer de conclusions trop hâtives.

Le nombre d'acteurs mobilisés et les heures d'animation se situent dans la fourchette basse des autres années, sans trop s'éloigner. On constate également une fidélisation des villes participantes et une légère augmentation du nombre de sites.

Les chiffres de participation de 2015 se maintiennent au niveau très élevé de 2014 même si l'on constate un anecdotique recul par ville (-1,2%) et une baisse légèrement plus inquiétante par site (-7%) par rapport à 2014. Le passage de 66 à 70 sites impliqués entre 2014 et 2015 n'a pas produit l'effet escompté, à savoir l'augmentation de la quantité d'étudiants sensibilisés.

La quantité d'Eco-Quiz « remis » a en revanche effectué un bond impressionnant. Cette hausse semble devoir être mise sur le compte à la fois de la réputation de plus en plus « assise » dudit quiz (comme en témoignent les personnes interrogées à l'occasion de la présente étude) et d'un meilleur tra-

vail de sensibilisation et d'implication de la part des animateurs.

L'évolution au fil des ans de la participation des personnels est elle aussi nettement marquée. En termes de participants, en 2015 on constate une progression autant globale (+74%) que par ville (+22%) et par établissement (+33%). De la même façon, le nombre de mementos distribués bondit (+43%).

L'édition 2015 apporte des innovations, pour les personnels comme pour les étudiants.

Pour les personnels : la possibilité à la fin des ateliers, de signer une charte d'engagement individuelle afin de « contribuer à la réduction de l'empreinte énergétique

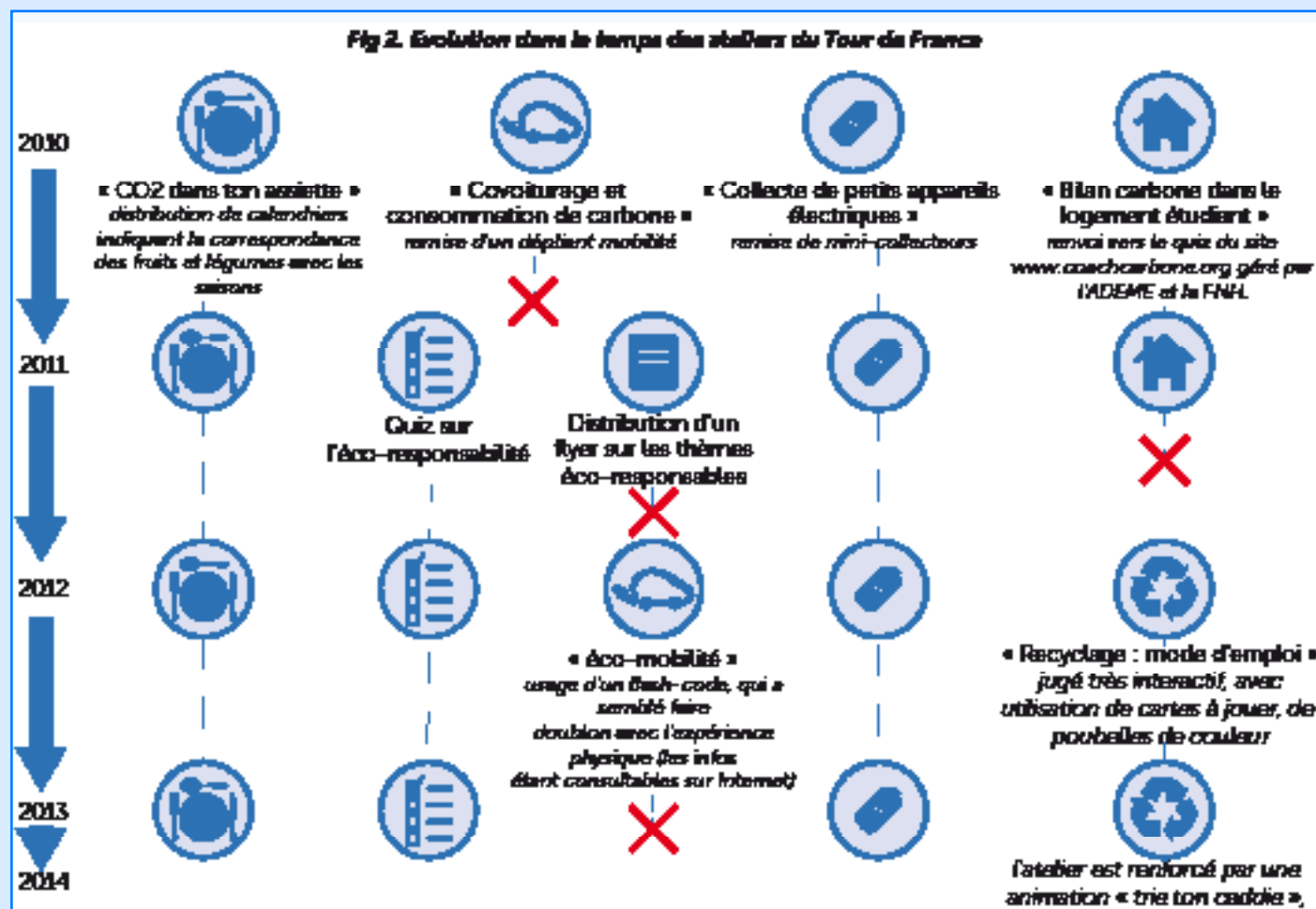
de leur établissement. » Ce volet de l'opération étant inédit, il est par définition impossible de le comparer aux années précédentes, mais le fait que 81% des participants aient décidé de signer la charte apporte un élément d'information pour le moins satisfaisant. À ce titre, certaines villes ressortent nettement du lot, que ce soit en « bien » (Rennes, 99% de signature de la charte ; Nice ou Toulouse, 90% de signature) ou en « mal » (Nanterre, 61% de signature, mais aussi Rouen, ville pionnière, 73% de signature). On peut s'interroger sur les raisons de cette réussite modérée dans deux villes inscrites depuis deux ou trois ans dans le processus : défaut de la part des équipes d'animation ? Résistance des personnels ?

Pour les étudiants : une « invitation à

s'inscrire à la plate-forme www.agir-ensemble.net », outil de prolongement des actions et de consolidation dans le temps des bonnes volontés – qui a semble-t-il convaincu 14,7% des étudiants impliqués, avec un seul cas d'assentiment très large (Rouen, 71%), quelques cas situés entre 31 et 34% (Pau, Aix, Nanterre), et des chiffres inférieurs à 10% à Amiens (1%), Angers (2%), Bordeaux et Clermont-Ferrand (4%), Nancy, Rennes et Paris (5%), Orléans et Nantes (9%). Des disparités sans doute dues à la nouveauté de la démarche, qui a du être plus ou moins bien prise en compte et « vendue » par les équipes d'animation.

LES ATELIERS : RÉORIENTATIONS ET ENRICHISSEMENT AU FIL DU TEMPS

En se focalisant sur les seuls ateliers, temps forts de la manifestation nécessitant une réelle implication de la part des étudiants, voici comment ils ont été organisés, et comment leur nombre et contenu a évolué au fil du temps :





En observant cette évolution, il apparaît immédiatement que par rapport aux quatre thèmes envisagés à l'occasion du premier TDF, deux ont été conservés et enrichis d'année en année (ateliers alimentation et collecte), très appréciés par les étudiants, quand les ateliers plus spécifiques, ont été supprimés en tant que tels, mais réintégrés dans un quiz plus généraliste. Enfin, l'atelier « *recyclage* », inventé en 2012, est maintenu depuis d'année en année, avec un succès croissant.

Ainsi, dès 2013, et après trois années de réflexions et d'expériences, le dispositif à quatre ateliers (consommation / recyclage / collecte / quiz) était établi.

Logiquement, les outils utilisés pour les différents ateliers, favorisant l'interactivité, ont été enrichis et améliorés : en 2014, l'atelier recyclage mettait à disposition des poubelles factices, des « cartes dé-

chets », un plateau de jeu et 16 questions portant sur différents thèmes.

Concernant le Tour de France 2015, il apparaît que les organisateurs ont maintenu le même dispositif, mais ont requalifié l'atelier « *quiz* », sans doute peu visible en tant que tel, en atelier « *Climat* », (COP 21 oblige). Apparemment, cet atelier englobait des thématiques larges, telles « *dans mon assiette* », « *à l'appart* », « *mes transports* » et « *ma conso, mes achats* », pour tenter de bien faire intégrer la question de l'empreinte écologique dans l'esprit des étudiants, à tous moments de la journée.

Plus étonnant, l'atelier « *Collecte* » de piles, batteries et petits appareils électroniques semble n'avoir pas été remis en place pour l'édition 2015, alors qu'il existait sans interruption jusqu'alors, avec un succès croissant (3kg récoltés par ville et 1,2 kg par site en 2014). En raison de la présence et du développement de conte-

neurs récupérant les petits appareils électroniques dans des lieux accessibles aux étudiants (grandes et moyennes surfaces notamment), il a été décidé de supprimer cet atelier. D'autant plus qu'au global, le poids d'appareils électroniques et petites batteries récupérées était en baisse entre 2013 et 2014 (108 kilos en 2013, 78 kilos en 2014), les animateurs faisant remonter que les étudiants utilisaient les réseaux en supermarché pour recycler leurs piles et batteries. En 2015, le choix a été donc fait de ne pas proposer cet atelier en tant que tel.

Avec l'atelier « *Tri* » en place depuis 2014, et qui succédait à l'atelier « *Recyclage* », le nombre d'ateliers proposés s'établissait donc à trois, sans compter l'éco-quiz qui fut réalisé principalement à destination des étudiants dans les files d'attente des restaurants universitaires, et permettait à ces derniers de connaître le « *type d'écolo* » qu'ils étaient.

SAVOIR-FAIRE ET FAIRE SAVOIR : LA PRÉPARATION DE LA MANIFESTATION

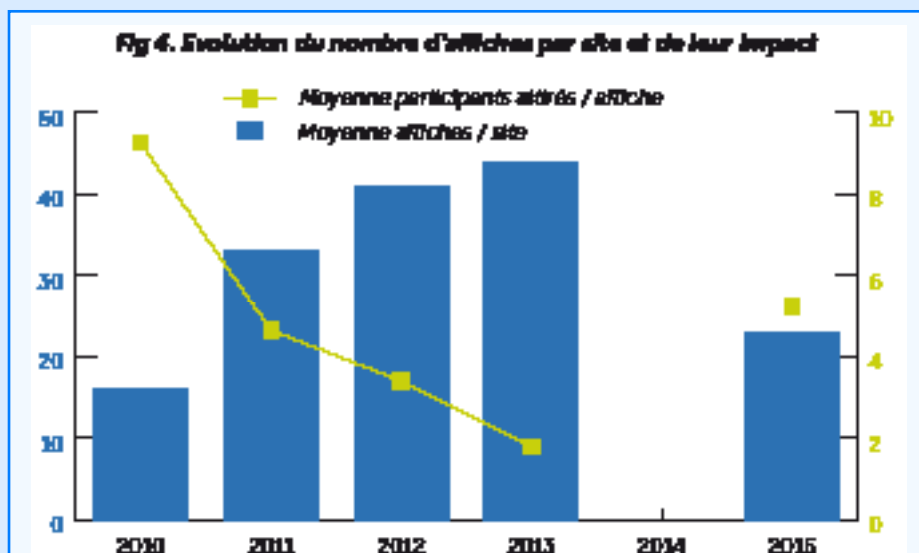
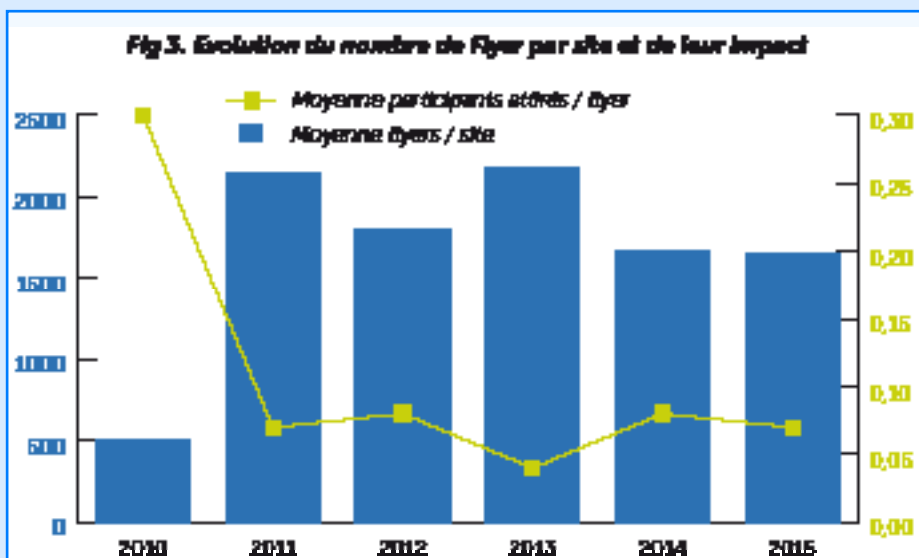
Pour tenter d'expliquer cette évolution globalement très satisfaisante (exception faite de l'année 2013), il s'agit désormais de revenir sur la manière dont les ateliers et différents éléments d'animation ont été annoncés auprès des étudiants, dont le nombre fut estimé en 2014 à « 135 000 étudiants à sensibiliser ». À ce titre, deux éléments sont à prendre en compte, différents par leur nature : la communication « physique » (tractage, affichage) et la communication numérique.

Concernant le premier point, il est à constater que l'opération s'est développée de manière logique, le nombre de tracts distribués et surtout d'affiches placardées sur les sites évoluant avec le nombre de sites concernés (Figures 3 et 4). Entre 2010 et 2011, l'effort est très net. Les chiffres stagnent ensuite.

Au regard de ces chiffres, mis en rapport avec la progression du succès des différentes éditions, il apparaît que le volume d'affiches comme de flyers distribués en amont du TDF soit compliqué à mettre en corrélation avec la fréquentation des ateliers et le nombre de quiz complétés : en 2013, le nombre maximum de flyers a été distribué, avec un impact très faible ; en 2014, seuls 1600 flyers en moyenne ont été distribués sur chaque site, pour un taux record de remplissage des quiz, et une très nette correction du nombre de participants aux ateliers par rapport à l'année précédente.

Concernant la diffusion numérique des informations, on constate que les outils numériques semblent, et de loin très peu utilisés. Les médias traditionnels, tractage et affichage, semblent être largement préférés. Ne s'agirait-il pas là d'une piste de travail, mieux en phase avec les usages des étudiants de 2015 ?

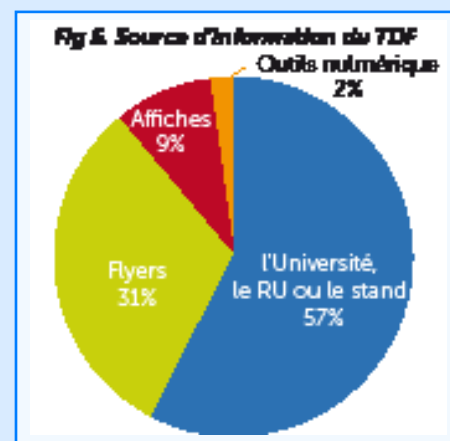
Entre 2011 et 2014, quand on les a interrogés sur le biais par lequel ils avaient entendu parler du TDF (figure 5), les réponses pouvaient à la fois pousser les organisateurs à prendre en compte de



manière plus massive la communication numérique, et à remettre en cause en partie l'impact des flyers et affiches. Or, sur ces deux points, force est de constater que les mesures n'ont pas été relativement prises, avec un compte Facebook et un site peu animés, et une focalisation quasiment exclusive, les années suivantes, sur les supports « papier ». Pour autant, comme l'indique le questionnaire de 2014, plus d'un étudiant sur trois se déclarait « prêt à participer, à titre individuel, à une communauté sur les réseaux sociaux promouvant les gestes éco-responsables ».

Une proposition soumise en 2011, en revanche, s'avérait très intéressante afin de « marquer le coup » sans utiliser de ressources supplémentaires (de type tracts

et affiches.) : l'impression du logo du TDF sur les serviettes en papier des restaurants universitaires une semaine avant la tenue de la manifestation.



Quand on s'intéresse à la communication autour de l'évènement dans son ensemble (37% d'étudiants satisfaits, contre 30% d'insatisfaits, le solde se partageant entre non-réponses et « ne sait pas » (33%)), le moins que l'on puisse dire, c'est que les efforts de communication mis en place par l'ADEME n'étaient pas unanimement applaudis. On peut néanmoins constater qu'après les manifestations les étudiants connaissent mieux l'ADEME et ses actions (exemple en 2011, où 85,4% des étudiants ne connaissaient pas du tout ou pas vraiment l'ADEME avant ; après 86,4% la connaissent très bien ou peu).

ÉVALUATION PAR LES PREMIERS INTÉRESSÉS : LES RÉPONSES AUX QUESTIONNAIRES

Dès la première année, le TDF a été évalué par les étudiants eux-mêmes, sur les campus afin de fournir des éléments pour développer la manifestation dans le futur, enrichir ou corriger certains aspects de celle-ci. En 2010, cinq parties étaient concernées : la satisfaction, les thèmes, les actions de l'ADEME, les animations, l'implication des étudiants. L'année suivante, deux items étaient ajoutés à cette liste : la signalétique (visibilité) et la communication, deux éléments de point pour mesurer l'impact. Une liste d'items confirmée en 2012 et en 2013, le questionnaire de 2014 ayant été revu et corrigé, modifié en profondeur pour être notamment plus centré sur l'évaluation de chaque atelier.

Satisfaction générale

Concernant la satisfaction générale (figure 6) le bilan est totalement positif. On constate des résultats considérables, et qui plus est, en progression ! Dans le détail, on remarque de légères disparités dans les taux de satisfaction selon les villes, et ce dès 2010 : ceux-ci s'expliquent en général soit parce que les entretiens ont ici ou là été menés directement à la suite des animations (effet positif), soit en période d'examens ou d'hiver particulièrement rude (effet négatif).

Concernant l'utilité des informations fournies à l'occasion des ateliers et re-

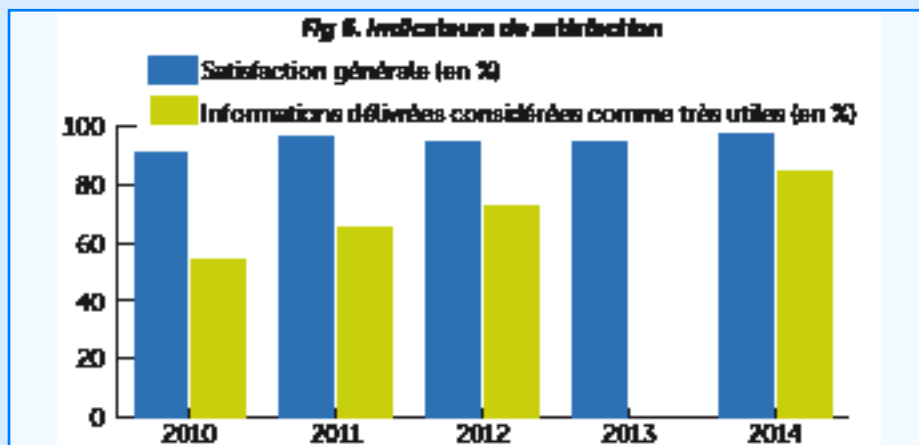
Zoom sur 2015

Le rapport d'activité 2015 indique qu'en guise de « flyers », cette année, le choix a été fait de proposer une forme d'échantillon du test, sous la forme d'un « quiz teasing » de trois questions, dont les réponses seraient à découvrir à l'occasion de la manifestation.

Pour tenter de réaliser une analyse plus fine de l'impact de cette « semaine de teasing » selon les différents lieux de tenue de la manifestation, nous avons mis en relation le nombre de participants aux ateliers avec la quantité d'affiches et de flyers installés ou distribués (figures 3 et 4). Ce qui nous permet d'évaluer d'une part le « nombre de participants attirés par affiche » et, d'autre part, d'observer le taux d'attraction des flyers. Dans le détail on s'aperçoit que l'efficacité est très variable selon les villes.

Sur le volet numérique de la communication, le rapport d'activité 2015 ne fournit aucun élément, ce qui complique largement l'analyse. Cependant le bilan est mitigé. Le nouvel outil numérique apporté en 2015 consistait en l'inscription sur la plate-forme agir-ensemble.net. 1220 étudiants se sont bien inscrits sur la plateforme. En revanche, au niveau des personnels le processus a été plus complexe car certains établissements se sont opposés à la saisie des chartes sur la plateforme.

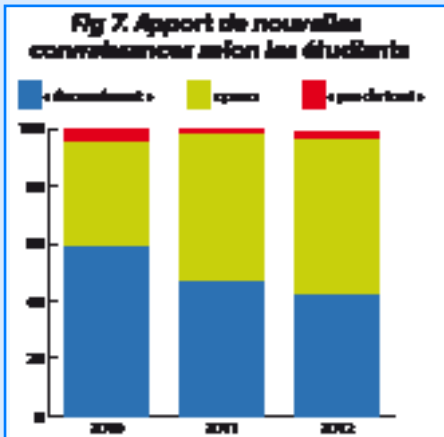
Parmi les actions proposées, certaines ont mobilisé quasiment un millier de déclarations d'engagement – il s'agit d'actions qui étaient proposées dans la charte étudiante : « Ne pas recharger son smartphone tant que la batterie n'est pas à 15% » (978), « Éteindre les appareils en veille » (976), « Réparer ses appareils en panne » (974) ou « Acheter des fruits et légumes produits localement » (972). Pour le reste, les chiffres sont largement moins réjouissants, l'ensemble des autres actions peinant à fédérer plus d'une petite dizaine de personnes – l'adhésion à ces dernières ne pouvant se faire qu'en ligne -, qu'il s'agisse d'initiatives liées au transport, à la consommation, à l'environnement ou au recyclage. Un bilan relativement mitigé.



contres, on peut constater une incontestable amélioration du dispositif au fil des années : si le nombre de ceux qui le jugent « pas utile du tout » demeure marginal (entre 3 et 0,5%), la proportion de ceux qui le déclarent « très utile » ne cesse d'augmenter. Quelle progression, régulière, de dix points à chaque fois !

En revanche, et même si cet item a disparu du questionnaire après 2012 (en

raison de ces résultats précisément ?), on constate (figure 7) que la part des étudiants qui estimaient avoir acquis « énormément de nouvelles connaissances » ne cesse de diminuer alors que dans le même temps ceux qui estiment avoir recolté « peu » de connaissances ne cesse d'augmenter. Cela ne semble pas signifier que les ateliers sont moins efficaces au fil du temps (ce qui serait paradoxal, et donc à écarter), mais que les étudiants, depuis



2010, sont au contraire mieux informés, notamment grâce aux TDF successifs, et donc moins « faciles » à informer d'une année à l'autre.

Mais ces connaissances seront-elles ensuite mises en pratique ? Là encore, les résultats nécessitent une certaine attention lorsque l'on souhaite les interpréter. En effet, à première vue, entre 2010 et 2013, 82 à 86% des étudiants interrogés, soit une très large majorité, ont déclaré qu'à l'avenir, ils « réfléchiront plus sur leurs petits gestes du quotidien », dans le but d'adopter une conduite plus éco-responsable. En 2014, ce chiffre chute à seulement deux tiers (67%) des répondants, mais la nouvelle formulation de la question ne permet pas de tirer de conclusion.

Cela dit, le questionnaire de 2014 ouvre une nouvelle voie d'interprétation, en demandant aux deux tiers d'étudiants qui ont indiqué être disposés à changer leur comportement à l'issue de la manifestation, dans quels domaines ils étaient prêts à se montrer plus éco-responsables. À ce titre, « mieux trier les déchets » rassemble 42% des suffrages – conséquence sans doute du succès et de l'efficacité de l'atelier recyclage -, suivi par « consommer local ou des fruits et légumes de saison » - lié ici à l'autre atelier « star », celui dédié à la consommation, éco-assiette, ex-CO2 dans mon assiette. Les autres thèmes dénotent en revanche un certain manque d'enthousiasme, sur des questions pourtant fondamentales.

Enfin, lorsqu'on leur a proposé de juger ce type d'initiatives en leur attribuant un qualificatif, les étudiants jugeaient sensiblement avec les mêmes qualificatifs

d'année en année préférant les termes positifs aux négatifs. En 2014, un étudiant sur trois quasiment, considérée les TDF comme « moralisateur ». La dimension moralisatrice est souvent perçue par les étudiants comme bienvenue car elle s'apparente à un rappel utile.

L'année 2014, a apporté une nouveauté : les étudiants ont pu indiquer, selon eux, « quel était l'objectif d'une telle manifestation ». 69% d'entre eux ne s'y sont pas trompés, en affirmant qu'il s'agissait en premier lieu « d'informer et sensibiliser aux questions environnementales ». Si cet objectif, très général, est effectivement bien perçu, les suivants, correspondant de manière plus concrète à un souhait de modifier les comportements des étudiants sont largement moins cités. On peut se demander si cela signifie que les étudiants sont plus disposés à être nourris d'informations générales qu'à modifier concrètement leurs gestes au quotidien ? Ou que les ateliers ne les ont pas assez incités à se considérer comme des acteurs de l'environnement ?

Motivations

Quand on leur a demandé, en 2011, pourquoi ils étaient venus aux ateliers, 49% des répondants ont indiqué se trouver là par hasard. Ce chiffre s'élevait même à 55,5% l'année suivante. Il est donc facile de conclure que si le TDF ne se déroulait pas dans les restaurants universitaires, l'affluence serait deux fois moindre. Un enseignement d'importance, et la confirmation d'une bonne idée concernant le lieu de tenue de ces journées d'action.

Ce chiffre des participants venus « par hasard » à en revanche grandement diminué en 2013, passant de la moitié à un tiers seulement de l'échantillon (31,3%), tandis que l'alerte grâce aux affiches et flyers a attiré plus de monde que les fois précédentes (23,3%). Difficile de dire si affichage et tractage ont mieux fonctionné cette année-là, néanmoins, moins de participants sont venus par hasard en 2013 que les années précédentes, ce qui est sans doute aussi le signe d'une meilleure implantation du TDF dans le paysage universitaire, d'une forme de « rendez-vous » pris d'année en année.

Diversité des thèmes

Quand on leur a posé la question de leur satisfaction quant à la variété des thèmes proposés, on a pu constater que les étudiants s'avéraient plutôt positifs. 73% d'entre eux estiment cette diversité « bonne » ou « excellente » la première année, 86,9% l'année suivante, 77% en 2012 – en 2013, ils étaient 86,6% à donner à cette diversité une note supérieure à 4 sur 7. Cette augmentation entre 2010 et 2013 tient à la prise en compte des avis émis par les jeunes à l'occasion des différents questionnaires, preuve s'il en fallait que leurs avis ont bien été pris en compte !

Dans le détail, on remarque qu'en 2010 les 3 thèmes dont les étudiants estimaient en premier lieu qu'ils avaient appris des choses qu'ils garderaient durablement à l'esprit avaient donné lieu à la distribution de calendriers, mini-collecteurs et autres « goodies » - confirmant l'idée selon laquelle la distribution de supports éducatifs renforce bien l'impact des informations sur les étudiants.

Palmarès des thèmes ou ateliers qui ont le plus retenu l'attention

2010

la consommation de saison (65%)
le recyclage d'appareils élec. (48%)
le bilan carbone (41%)
covoiturage (34%)

2011

la consommation de saison (53%)
le mail polluant (45,5%)
la consommation d'énergie (25%),
le tri sélectif (18%)
le recyclage d'appareils élec. (17,5%).

2012

tri selectif (29,1%)
la consommation de saison (23,4%)
le mail polluant (21,7%)
la consommation d'énergie (8,8%)
le recyclage d'appareils élec. (7,8%)

2013

« tri dans ton caddie » (recyclage) (46%)
« CO2 dans ton assiette » (32%).
Quizz (17,2%)
le recyclage d'appareils élec. (3,7%)

À l'issue de ce premier TDF, le premier rapport préconisait d'ouvrir les échanges à des thèmes tels les énergies renouvelables, le tri sélectif (qui donnerait lieu à un atelier spécifique dès 2012), et, dans une moindre mesure en fonction des propositions des étudiants, sur la pollution de l'eau, le nucléaire, le développement durable, la biodiversité, le compost, les OGM, l'effet de serre ou l'aspect économique de l'éco-citoyenneté. Une très grande variété qui donna sans doute l'idée aux organisateurs, l'année suivante et celles qui lui succédèrent, d'accorder au quiz généraliste une place de choix.

Les réponses 2011, où la consommation de saison demeure le thème le mieux retenu par les étudiants, et où le bilan carbone et les sites Internet utiles à l'éco-citoyenneté, en revanche reculent nettement, ont sans doute cimenté le choix des thématiques des quatre ateliers qui, on l'a vu, furent ensuite pérennisés de 2012 à 2014. En revanche, toutes les pistes proposées par les étudiants n'ont pas été explorées,

En 2012, on constate que le thème du tri sélectif, « porté » par un nouvel atelier très interactif, a suscité un grand engouement chez les étudiants. On voit également émerger de nombreuses thématiques liées directement au climat et à l'effet de serre, qui nécessitaient sans doute dès cette année la création d'un atelier dédié... comme il le sera finalement décidé pour le TDF 2015, c'est-à-dire seulement trois ans plus tard.

Le succès de l'atelier « tri dans ton cadavre » (recyclage) est net en 2013 (46% de popularité). L'enseignement marquant de cette année-là est sans doute la perte de popularité au fil du temps de l'atelier « collecte » de piles et appareils électroniques qui jouit d'une très faible popularité (3,7%). Un point qu'il aurait sans doute fallu prendre en compte au moins cette année-ci. Pourquoi cette désaffection progressive, cet effondrement de l'intérêt pour l'atelier ? En 2014, si 57% des étudiants interrogés avaient participé à l'atelier tri et 57% à l'atelier alimentation, si encore plus d'un tiers avait participé à l'énergie quiz, ils n'étaient que 3% à avoir testé l'atelier recyclage, et 3% encore à

considérer cet atelier comme leur préféré. Là encore, cet insuccès croissant mérite que l'on s'interroge. Cet atelier mérite encore d'être amélioré, rendu à la fois plus ludique, plus « parlant », et donc plus interactif : il est visiblement perçu comme la simple remise de mini-collecteurs... Comme expliqué plus haut, le développement de conteneurs de récupération plus accessibles (grandes surface, etc.) font que cet atelier n'apporte plus grand chose de novateur et a moins d'intérêt que lors des éditions précédentes (souhait de changer aussi de thématiques pour ne pas proposer une opération toujours axée sur les mêmes thématiques et avec les mêmes ateliers).

À ce propos, concernant la masse des produits électroniques collectés (piles, batteries, petits appareils électroniques usagés) via la manifestation d'une année sur l'autre, on peut faire le constat suivant : l'année 2014 marque bien un recul relatif par rapport à la progression continue des années précédentes, mais globalement, l'impact est largement plus fort en 2014 qu'en 2010 (3 kg au lieu d'1,6kg par ville (+88%), 1,2kg au lieu de 0,8kg par site (+50%).

Le questionnaire de 2014 introduisait également une innovation importante concernant les ateliers : les étudiants étaient invités à citer l'atelier qu'ils avaient préféré. Sans grande surprise pourtant, puisqu'ils ont été 41% à évoquer l'atelier tri, très populaire, et presque autant – 39% – à plébisciter l'atelier alimentation,

doyen entre tous. Le quiz, en revanche, n'a été cité comme la meilleure animation que par 17% d'entre eux, et l'atelier recyclage... par 3% confirmant les conclusions précédentes.

Autre nouveauté du cinquième TDF, les étudiants pouvaient donner une note pour exprimer si, selon eux, plusieurs thèmes principaux avaient été plus ou moins bien abordés. Il apparaît, selon ce nouvel indicateur, que trois quarts ont visiblement apprécié la façon dont « le tri des déchets » a été appréhendé, et encore 71% à juger très satisfaisant le traitement de « l'alimentation ». Le recyclage, quant à lui, ne recueille qu'une note moyenne. Les éléments plus inquiétants se concentrent sur le traitement de la réduction des emballages, de la consommation d'énergie ou du gaspillage alimentaire qui n'a séduit qu'un étudiant sur deux ayant suivi un atelier dédié à cette question, tandis qu'un sur quatre d'entre eux a émis de très nettes réserves à son sujet. Un point à améliorer, sans l'ombre d'un doute

D'année en année, certains thèmes sont systématiquement demandés par les étudiants comme le compostage, l'eau, les OGM, sans réelle prise en compte par les organisateurs...

Soulignons enfin qu'il n'y a pas eu de questionnaire administré en sortie d'atelier en 2015 pour des raisons budgétaires.





LES ENSEIGNEMENTS D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE

Généralement, la majorité des participants aux ateliers étaient des étudiants plutôt jeunes et plutôt féminins.

On l'a vu, en termes de thématiques abordées, au cours des deux premières années, celles des énergies renouvelables et du tri sélectif avaient été très fréquemment demandées pour l'avenir par les étudiants. D'où la mise en place couronnée de succès, en 2012 et les suivantes, d'un atelier « *Recyclage* ». Sur les énergies renouvelables en revanche, il aura fallu attendre 2015 et l'atelier « *Climat* » pour voir cette question sortir du quiz général pour intégrer directement un atelier interactif et ludique. En revanche, d'autres sujets (compost, sauvegarde des forêts et des océans, commerce équitable...) n'ont pas eu d'application concrète alors que les étudiants les demandaient systématiquement sous forme d'ateliers dédiés.

Le quiz demeure d'une année sur l'autre un constituant crucial du dispositif, puisqu'il permet une plus grande liberté de remplissage, une meilleure gestion du temps personnel qu'un atelier, forcément plus contraignant. Généralement perçu comme plus difficile que ce à quoi les étudiants s'attendaient, ces derniers reconnaissent majoritairement que, du fait même de cette difficulté, ils apprennent beaucoup. Ceux qui atteignent un bon score se sentent légitimement valorisés, se considérant même comme des « experts » selon le rapport de 2012.

Une autre préconisation de 2011, en revanche, n'a pas été suivie d'effet : il s'agit du souhait de « *sensibiliser à long terme* », c'est-à-dire tout au long de l'année dans les restaurants universitaires. Une démarche qui, cependant, s'avère forcément très compliquée à mettre en place.

L'année 2012 a été marquée de plusieurs innovations d'importance qui ont provoqué la naissance de nouvelles préconisations : déploiement de l'initiative, notamment dans d'autres lieux (résidences universitaires, lycées...), ou ajout d'une journée supplémentaire, voire, au sein des IUUFM, la prise en compte de ces informa-

tions pour « *faire évoluer les pratiques pédagogiques sur la question.* »

En outre, cette même année, il a été préconisé au sein du rapport qu'il fallait, « *sur le modèle de la collecte, laisser un espace pour personnaliser l'affiche générique et rendre la date concrète aux yeux des étudiants.* » Une bonne idée qui, malheureusement, n'a pas été suivie d'effet, alors même que la réservation d'un espace vierge sur l'affiche serait immédiatement susceptible de « *localiser* » l'événement, et d'autoriser une prise en charge par les équipes locales.

En 2013, au sujet de l'atelier recyclage, une nouvelle question a émergé, concernant la collecte d'ampoules, du gros électroménager, ou des bonbonnes de gaz. Il pourrait être intéressant de proposer, pour chaque ville, une carte recensant ces points de collecte « *fixes* ».

Plus généralement, les étudiants ont souvent demandé pourquoi le TDF ne

concernait que les universités, et pas les lycées, ni les collèges ou écoles primaires – voire les supermarchés (« *pour sensibiliser les clients directement à l'achat* » ou centres de loisirs. Un point qui fit l'objet de préconisations quasiment systématiques dans les différents rapports, mais sans effet à l'heure actuelle.

Enfin, en 2015, le TDF a changé de nom, marquant un souhait accru de miser vraiment sur l'interactivité, l'implication des étudiants – une interactivité très appréciée au demeurant, et qui légitime l'idée initiale de ne pas considérer la manifestation comme une sorte de colloque ou séminaire au sein duquel les étudiants seraient passifs. Il s'agit bel et bien d'agir ensemble, et d'inclure au maximum les jeunes au sein du dispositif, auxquels il sera d'ailleurs distribué dès 2015, à ce titre, une « charte d'éco-responsabilité » qu'ils seront libres de signer, voire à laquelle ils pourront choisir de n'adhérer que sur certains points plutôt que dans l'ensemble.

BONNES ET MAUVAISES SURPRISES

Au fil des ans, plusieurs éléments ont été relevés au sein des rapports, qui permettent de renforcer les enthousiasmes ou de tirer des leçons :

Les bonnes surprises

- Comme en 2010 à Nancy, plusieurs restaurants universitaires ont proposé de rallonger la manifestation.
- Des représentants du REFEDD ont participé à l'une des journées à Angers.
- Le personnel enseignant s'est montré très intéressé et a participé activement.
- Des étudiants se sont inquiétés du gâchis de papier dû aux flyers distribués.
- En 2012, les académies de Créteil, Paris et Versailles ont déclaré « étudier la possibilité d'accueillir la manifestation plusieurs fois dans l'année. »
- Dès le départ, la charte graphique du TDF a été unanimement plébiscitée.

Les « coups du sort »

- En termes de calendrier : le mauvais temps a parfois compliqué le travail de tractage, et la période des partiels compliqué les échanges avec les étudiants. À partir de 2012 les équipes ont « élargi les zones de sensibilisation » avec des « équipes mobiles » pour toucher plus de monde.
- En termes d'affichage, l'année 2010 a vu l'arrachage de plusieurs supports à Montpellier et Angers...
- En 2011, un grand nombre d'étudiants estimait « élevé » le niveau du quiz, signe du long chemin à parcourir, mais aussi preuve de la pertinence de la manifestation.
- 2011 a été marquée par de nombreux soucis en termes de connectivité WiFi.

AUDIT DE LA PRÉSENCE DIGITALE DU TOUR DE FRANCE

Pour analyser l'impact des Tours de France universitaires, nous avons bâti une stratégie de veille sur la campagne de 2015 afin d'analyser la présence digitale de l'opération. Une conclusion s'impose immédiatement : la pratique des étudiants et du monde universitaire en termes d'usage numérique et la présence digitale de Tour de France ne sont pas du tout en adéquation.

Entre 2010 et 2011, on relève peu ou pas de présence sur le web et les réseaux sociaux. Si on cherche simplement « Tour de France des gestes éco-responsables », les informations des actions annuelles de 2012 à 2014 apparaissent via les premières pages des moteurs de recherche sur le site Internet des entités suivantes :

- Les sites des universités d'Orléans, de Lille 3, d'Aix-Marseille, de Poitiers et l'ESPE de Paris.
- Les sites de l'ADEME, la CPU et la CDC.
- Les sites d'autres acteurs comme la MGEN, Alternatiba, le CEEF, We Demain.
- Les sites de médias spécialisés dans le développement durable : BioAddict, Campus Responsables, Orientation environnement, C durable.
- Les sites de médias dédiés aux jeunes ou aux étudiants : L'Étudiant, Magma, DigiSchool, ...
- Les sites des médias nationaux ou régionaux (la Nouvelle République, la Dépêche, France 3, etc.).

En 2015, nous avons pu construire un classement par ordre d'importance de présence / visibilité en ligne des sites référençant la manifestation :

- Site internet de l'AVUF (globalement bien référencée dans les moteurs de recherche. Pour la plupart des acteurs interrogés sur ce sujet, cette



page dédiée est « plutôt austère, comporte beaucoup de texte, peu de visuels et de liens externes »).

- Sur le site gouvernemental de la COP21 (L'action nationale est référencée en tant qu'action labellisée. On y retrouve un descriptif assez clair, un logo de l'AVUF et un lien vers son site Internet. Il n'y a aucun autre visuel de l'opération sur cette page.)
- La Fan Page sur Facebook (Les informations basiques de la page et le logo ont été complétés et correctement mis en place. Il y a visiblement peu d'attraction (moins de 150 likes). L'identité graphique de la page est peu travaillée, les publications sont irrégulières et ne sont pas éditorialisées.
- Le Site dédié (Ce site internet appartient à l'AVUF et vise à mobiliser les étudiants des universités sur des actions climat en proposant de relever 18 défis dans 4 domaines (transport, consommation, environnement, recyclage), une carte et un classement national des actions en cours. Une page présente Agir Ensemble et les logos des différents partenaires sont bien visibles. Malgré tout, ce site Internet semble avoir été sous-utilisé pour l'opération 2015 et ne comporte pas de lien vers les comptes sociaux de l'opération).

De façon générale, les réseaux sociaux sont sous-utilisés. On constate la création d'un groupe facebook « Devenir éco-étudiant » en 2011, géré par le compte « Tdf écoresponsable ». En date du 5 juillet 2015, le premier rassemblait seulement 145 membres, et le second seulement 87 « amis ». On peut aisément constater que cette piste a été soit abandonnée, soit peu utilisée au fil des années : 165 membres fin 2012, puis une simple mention, non chiffrée, dans les rapports suivants. Le 10 mars 2016, le groupe rassemble 138 membres et le profil compte 78 connexions avec des « amis ». Le nombre de personnes engagées a même diminué.

Les médias sociaux ne sont pas encore des vecteurs de communication très efficaces pour l'opération. Pourtant, il devrait s'agir d'une vraie piste de travail, mieux en phase avec les usages des étudiants de 2015.

Le rapport constate également qu'en 2015 les outils dédiés sont bien référencés quand on cherche « tour de France agir ensemble ». Les informations, y compris les déclinaisons locales des supports de communication, ont visiblement bien été relayées sur les sites du CNOUS, des CROUS, des universités et leurs composantes, des écoles, des collectivités et des partenaires nationaux.



REGARDS CROISÉS DE CAPTEURS ET PARTIES PRENANTES

Dans le cadre de cette étude, nous avons questionné une multitude d'acteurs, de témoins, d'usagers ou de prescripteurs. Globalement, nous n'avons eu aucune difficulté pour nous entretenir avec des acteurs nationaux de l'enseignement supérieur. Nous avons pu, sans difficultés, mener les entretiens avec les parties prenantes. En revanche, identifier, solliciter et obtenir les réponses des capteurs qu'ils soient étudiants, personnels ou acteurs locaux a été un travail très complexe. L'objectif global qui consistait à solliciter et associer des acteurs locaux et nationaux a néanmoins été respecté.

Complexité d'une démarche participative

En dehors de questions d'agenda et d'organisation qui ont principalement joué sur les premiers entretiens, la principale difficulté a été de trouver des interlocuteurs qui acceptent de jouer le jeu pour trois entretiens.

La comparaison entre les entretiens (sur une période de 6 mois) a donc rarement été possible et n'apporte pas énormément d'enseignements. Il est évident que le nombre d'entretiens (3) était trop élevé et contraignant pour les personnes que nous avons sollicitées.

À noter que cette démarche a été saluée par plusieurs capteurs par exemple Philippe Carratro, Directeur du patrimoine et de l'immobilier au CROUS d'Aix-Marseille qui ne connaissait pas le TDF des gestes éco-responsables et estime que « cet entretien même est une bonne chose, plus motivant qu'un prospectus ou un mail impersonnel sur le sujet. Pour faire connaître l'événement, je veux dire. »

En résumé, nous avons eu des capteurs sur les 5 sites définis. Sur ces territoires, nous avons eu des contacts avec 40 personnes soit quasiment deux fois plus que les 21 que nous avions initialement prévu.

Tous les entretiens n'apportent pas les mêmes regards et ne sont pas tous de la même qualité. Il nous a semblé intéressant de reproduire quelques extraits significatifs :

Une plus grande préparation et des outils plus adaptés

Benjamin Legrand, ancien VPE de l'Université de Rouen et directeur de cabinet du Président de l'URCA depuis l'été 2015, souligne la nécessité de mieux préparer les temps de quiz, en anticipant les ordres de passage dans les salles au sein des établissements. Il considère que la communication n'est pas assez visible au niveau national et qu'il y a quelques faiblesses logistiques : impression des affiches localement, peu de briefings pour les relations presses locales, pas de couverture presse nationale, etc. Les mémentos sont de vrais outils de communication pour capitaliser sur le court terme dans les établissements, mais il ne faut pas que leur impression soit gérée par ces derniers. L'opération mériterait des outils mieux adaptés aux professionnels des universités : il faudrait peut-être avoir une couleur particulière pour les outils internes aux établissements, bien relire les supports qui sont dédiés aux professionnels (mention de kW au lieu de KWh), etc.

Les atouts d'une initiative nationale

Thierry Duvaut, vice-président de l'URCA, a compris au colloque ÉcoCampus de Nanterre que l'édition 2015 était une réunion de deux opérations. Or, « L'URCA gère la partie pour les personnels et le CROUS gère pour les étudiants ». Il souligne que cela permet à l'URCA de mettre en place une partie de la stratégie de sensibilisation de l'Université auprès des personnels. « C'est un vrai bonus d'avoir des animateurs sur place et de profiter d'une visibilité nationale. » Une douzaine de questions ont été sélectionnées pour en faire un quiz à destination des étudiants et personnels : chaque participant a reçu un écomug et il y a une récompense pour les deux personnes qui feront un sans-faute (un vélo à assistance électrique).

Travailler sur le long terme

Vincent, étudiant à Nancy, s'intéresse au développement durable, mais s'en sent éloigné. Il pense que cela ne sert à rien de sensibiliser les gens si ils n'ont rien à y gagner au bout. Dans le milieu étudiant, on vit un peu « n'importe comment », on ne fait pas vraiment attention à ce qu'on consomme et on va au moins cher (donc peut-être au moins durable). Il pense que les résultats de la sensibilisation seront visibles dans quelques années donc que cela paiera, mais plus tard.

Pour une politique de RSU ambitieuse

Romain Pierronnet, ancien VPE de l'UHP, actuellement doctorant CIFRE en Sciences de Gestion en convention et élu à Nancy, a découvert le Tour de France des gestes éco-responsables en lisant Universités & Territoires, mais également en participant aux événements de l'AVUF. « La manifestation est labellisée, mais cela ne veut pas dire qu'on ne fait rien sur les campus en dehors de cette opération ». Une université unique comme l'UL devrait développer une politique ambitieuse de RSU et de développement durable comme n'importe quelle université autonome.



QUELS SONT LES GRANDS ENSEIGNEMENTS DE CETTE ÉTUDE D'IMPACT ?

Faut-il poursuivre le Tour de France Agir Ensemble ? La réponse est affirmative. Aucun capteur, aucune partie prenante n'a évoqué au cours de nos entretiens la fin de l'opération. Les plus critiques se sont placés sur le terrain de son amélioration. Ce dispositif offre l'immense avantage de créer des ponts entre l'Université et la Ville.

Quels sont les principaux freins ? Objectivement, l'absence de sentiment d'appartenance à la communauté des personnels et des étudiants constitue un net obstacle à l'implication.

Voici une liste de préconisations ou d'initiatives, qui permettraient au TDF Agir Ensemble de poursuivre son essor.

1 - Faut-il un second événement dans l'année ?

La complexité pour organiser une manifestation pluri-annuelle a été régulièrement évoquée.

2 - Quelle est la date idéale pour le Tour de France ?

La date du TDF s'est imposée à la fin novembre. Certains proposent que le TDF soit organisé en même temps que la semaine du développement durable, au début du mois d'avril. Certains capteurs expliquent au contraire que « l'année étudiante est courte et qu'il n'y plus beaucoup d'étudiants à partir de février. » Nous ne pouvons que conseiller aux partenaires d'échanger entre eux sur ce sujet. Il n'y a sans doute aucune date idéale.

3 - Comment renforcer le rôle des correspondants locaux ?

Les correspondants locaux du Tour de France sont des personnes indispensables à la réussite du dispositif. Ils demandent tous à être plus associés. Le retour d'expérience et les échanges entre eux devraient être favorisés. Pour cela, nous préconisons l'organisation avant l'été d'une rencontre via l'AVUF d'une journée inter-campus des correspondants.

4 - Comment favoriser le « pouvoir d'agir » ?

La mise en place d'une « caisse à outils » à disposition des acteurs locaux pourrait constituer une solution pérenne.

5 - Comment inventer une mobilisation étudiante autour du Tour de France ?

La préparation en amont et en aval a été soulignée. L'évolution des comportements individuels a parfois besoin d'impulsion. Voici différentes pratiques et possibilités que l'AVUF pourrait mobiliser :

- Renforcer les partenariats avec le réseau REFEDD;
- Développer de nouveaux partenariats avec des acteurs engagés;
- Recruter des services civiques ;
- Solliciter les étudiants Erasmus;
- Impliquer les formations universitaires.

Cette préparation imposerait au national l'organisation d'un véritable réseau autour du TDF Agir Ensemble, avec, pourquoi pas, une réunion annuelle réunissant un maximum d'acteurs.

6 - Comment renforcer l'engagement des personnels ?

Les universités se sentent particulièrement concernées par les TDF autour du geste pro. L'intervention d'un acteur extérieur a permis de jouer un rôle de médiation, pour constituer un fichier d'acteurs volontaires. La question de l'exploitation (par qui ? À quelles conditions notamment en termes de confidentialité ? Faut-il mettre en place une charte de déontologie ?) reste entière, mais il s'agit là d'un véritable levier en termes managérial, qui mérite d'être envisagé, et dûment réfléchi.

7 - Quelle implication des villes universitaires ?

L'implication des collectivités locales est une question qui demeure entière. Ne pourrait-on pas envisager de « sortir » certains ateliers du seul campus ? Et, concernant les gestes « pro », pourquoi ne pas réunir les personnels de l'Université et ceux des collectivités au sein des ateliers ? Nous retenons deux pistes :

- Mettre en place des animations avec étudiants et enseignants, car elles permettent de mobiliser des

acteurs qui restent (les personnels) et d'autres qui passent (les étudiants).

- Échanger afin de trouver de nouveaux moyens pour stimuler l'implication des villes est une piste à expertiser. Notamment sous l'angle d'une labellisation, moins discriminante qu'un classement ?

8 - Comment démultiplier l'impact de l'opération avec véritable stratégie digitale ?

Si la présence des animateurs était décisive dans les Restos-U, il est évident qu'une réelle stratégie digitale devrait être initiée par l'AVUF.

Le Tour de France Agir Ensemble pourrait ainsi démultiplier son activité et inventer des campagnes digitales. Il est sans doute possible de solliciter les universités, les CROUS ou les gestionnaires de Résidences privées ou sociales pour s'adresser directement aux étudiants au sujet des gestes éco-responsables.

9 - Quels financements pour la pérennité du Tour de France ?

Pour Daniel Grande, chef de projet à la CDC « *c'est aux universités de prendre en charge des opérations de sensibilisation.* » D'autres pistes sont également à expertiser et méritent de s'interroger :

- Comment solliciter les nouveaux territoires que représentent les nouvelles régions et métropoles ?
- Faut-il accepter des financements privés ? Sollicite-t-on bien l'ensemble des fournisseurs des universités ?
- Comment les villes peuvent participer au financement de l'opération ?

En outre, à l'image de la bibliothèque de partage qui avait été créée dans le TDF2015 (partage-agir-ensemble.com) les actions de l'ensemble des acteurs autour du développement durable pourraient être mises en commun. Cette mise en synergie serait à la fois source d'économies et de mobilisation financière.

La pérennité économique ne peut perdurer que si les partenaires réussissent à mailler différentes sources de financements nationaux et locaux, publics et privés.



21 novembre 2017

2^e édition des Rendez-vous du logement étudiant Université Paris-Dauphine

La réussite des premiers Rendez-vous du logement étudiant a démontré l'importance de ce sujet pour tous les acteurs impliqués dans ce champ. La grande diversité des acteurs présents le 17 novembre 2016 a aussi montré l'intérêt et le plaisir de tous à se retrouver pour échanger et confronter leurs points de vue, valoriser et exposer leurs réalisations et démarches.

La hausse des effectifs de l'enseignement supérieur visible depuis quelques années et prévisible pour les années à venir nous rappelle que l'effort à fournir reste important. Les nouveaux objectifs fixés par le gouvernement d'atteindre 60% d'une classe d'âge diplômés de l'enseignement supérieur nous obligent à maintenir les efforts de production des précédentes années du Plan 40 000 pour fournir aux nouvelles générations les conditions optimales pour réussir leurs études. En novembre prochain, un nouveau gouvernement sera nommé : quelle sera sa volonté en matière de politique de logement étudiant ? Comment les établissements feront face à ce nouvel afflux d'étudiant ? Quelles seront les actions mises en œuvre par les collectivités pour développer leurs attractivités ?

Autant de questions – et bien d'autres – que nous vous invitons à venir débattre aux deuxième Rendez-vous du Logement Etudiant que nous organiserons **le 21 novembre 2017** à l'Université Paris-Dauphine.

- **Les Rendez-vous du logement étudiant** constituent à la fois un moment et un lieu où ceux qui souhaitent participer à cet effort national peuvent échanger et confronter leurs réussites, leurs solutions ou leurs difficultés, et partager leurs idées, leurs projets futurs et leurs innovations.
- **Les Rendez-vous du logement étudiant** sont une initiative d'Universités & Territoires et d'ADELE, en partenariat avec l'université de Paris-Dauphine, avec le soutien de différents acteurs et l'expertise du cabinet Latitude et Logement solidaire conseil.
- **Les Rendez-vous du logement étudiant** sont conçus pour développer le dialogue entre les parties prenantes du logement étudiant : professionnels de l'immobilier, établissements d'enseignement supérieur, pouvoirs publics, acteurs des territoires, usagers...
- **Les Rendez-vous du logement étudiant** sont organisés à Paris-Dauphine, une université qui s'implique dans le logement étudiant via son service dédié et sa Fondation.

*L'équipe fondatrice des
Rendez-vous du logement étudiant
Philippe Campinchi, Nicolas*



Rendez-vous 2017 du Logement étudiant

Les jeunes du réseau ESN France partie prenante de l'anniversaire des 30 ans d'Erasmus+

L'année 2017 marque les 30 ans d'Erasmus+, ce programme considéré comme l'un des succès majeurs de l'Union Européenne. Depuis 1987, il a permis à 5 millions d'apprenants de vivre une expérience à l'étranger. C'est aussi l'occasion d'en dresser le bilan et d'identifier les moyens d'aller plus loin pour permettre à davantage d'apprenants de vivre une mobilité à l'étranger. En effet, ils restent encore nombreux à ignorer les opportunités de formation à l'étranger, l'intérêt d'une telle expérience ou encore l'existence d'aides financières. A cela s'ajoutent des craintes qui persistent chez beaucoup d'apprenants : celle de ne pas maîtriser suffisamment une langue étrangère, de ne pas pouvoir s'intégrer dans sa ville d'accueil, ou même de « perdre un an d'étude »...

Chaque année, les 1 000 bénévoles des 36 associations étudiantes du réseau Erasmus Student Network (ESN) France s'engagent pour promouvoir la mobilité internationale à travers de nombreuses actions : forums, interventions en classes ou autres témoignages, qui permettent d'échanger avec des jeunes de tous horizons sur les possibilités de

mobilité à l'international et les apports d'une telle expérience. C'est donc afin de permettre aux jeunes de s'emparer de cet anniversaire que le réseau ESN France se joint à l'agence Erasmus+, et contribue aux célébrations en menant plusieurs projets nationaux en 2017 : la réédition du passeport de la mobilité internationale et la réalisation du Tour de France « Erasbus ».



LE PASSEPORT DE LA MOBILITÉ

Le passeport de la mobilité internationale fait son retour ! A l'occasion des 30 ans du programme Erasmus+, le passeport fait peau neuve et adopte un nouveau format, plus compact et plus punchy. Présenté officiellement à l'occasion du

NOUVEAU ! LE PASSEPORT DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE



Passeport
DE LA
MOBILITÉ INTERNATIONALE



lancement des 30 ans d'Erasmus+ le 9 janvier dernier, le passeport de la mobilité internationale a été réédité en ce début d'année 2017.

Créé il y a cinq ans, le passeport a bien évolué mais son objectif reste le même : référencer les différents programmes de mobilité existants. Lycéens, universitaires, jeunes travailleurs et professeurs devraient tous pouvoir trouver leur bonheur !

Rédigé en collaboration avec l'association Toute l'Europe, le passeport de la mobilité internationale est disponible gratuitement, en ligne, sur le site ticketspourlemonde.fr. Ce même site référence également de nombreux témoignages de personnes parties à l'étranger ces dix dernières années !

TOUR DE FRANCE « ERAS-BUS »

Le passeport de la mobilité internationale sera largement diffusé lors du Tour de France « Erabus » qui aura lieu dès la rentrée universitaire 2017 dans 20 villes françaises. Durant ce tour de France en bus, les bénévoles du réseau effectueront des interventions en Centre de Formation d'Apprentis pour promouvoir la mobilité internationale et animeront les lieux de la vie étudiante pour internationaliser les campus. En plus de créer des échanges de jeunes à jeunes, ce tour de France permettra de créer des synergies entre les associations membres du réseau ESN et les structures de la vie étudiante et de l'enseignement supérieur, dans le but d'encourager les démarches multi-acteurs dans le domaine de la promotion des échanges internationaux.

Florian Sapey-Triomphe, président du réseau ESN France, en est convaincu : *« c'est avec ce type de projets qui permettent à des jeunes de collaborer avec des structures concernées par la mobilité internationale que l'on s'adressera à l'ensemble des apprenants pour qu'à terme chacun puisse pouvoir vivre une expérience à l'étranger »*. ■

Forum des Nations d'ESN InsiDijon

C'est ainsi que les 22 et 23 novembre 2016, l'association ESN InsiDijon s'est mobilisée pour son rendez-vous annuel : le Forum des Nations ! Une dizaine de bénévoles de l'association a ainsi pu faire la promotion de la mobilité internationale à la salle Multiplex Campus, aux côtés d'acteurs incontournables dans la vie universitaire dijonnaise, comme le Pôle international de l'Université ou encore Europe Direct !

En accueillant près de 200 visiteurs, l'association s'est chargée de répondre à toutes les questions relatives aux différents types de mobilité, œuvrant pour inciter les jeunes et les plus âgés à faire le grand saut.

A cette occasion, des étudiants internationaux en mobilité universitaire à Dijon se sont également joints aux forces de l'association. Ils ont ainsi profité de l'événement pour faire la promotion de leur pays, de leur culture et de ses spécificités, mais également pour informer lycéens et étudiants sur les apports d'un séjour en mobilité. Quatre pays étaient représentés : la Roumanie, l'Italie, l'Espagne et la Russie !

« C'est super de pouvoir collaborer avec l'Université pour un événement d'une telle ampleur, mais aussi d'inviter des étudiants en mobilité à Dijon. Ils ont pu donner des conseils aux étudiants Français et dissiper leurs craintes » explique Sophie, présidente de l'association

Cette participation au Forum des Nations, qui se déroule chaque année, s'inscrit dans le cadre des actions de promotion de la mobilité internationale menées par le réseau Erasmus Student Network France. De nombreuses associations du réseau organisent des forums de ce type avec leur école ou université afin de réunir des jeunes ainsi que les acteurs institutionnels et associatifs concernés par la mobilité internationale pour informer au mieux les apprenants sur les possibilités d'échanges à l'étranger. En 2016, d'autres participations à des forums de la mobilité mais surtout à près de 40 Salons des Études, organisés notamment par Studyrarna et l'Étudiant, ont permis de toucher et de sensibiliser des milliers d'étudiants français aux opportunités de séjours à l'étranger qui s'offrent à eux. ■



Le projet KAPS à Nantes

Les Koloc' A Projets Solidaires (kaps) sont nées à Nantes en 2012. Ils sont aujourd'hui 54 kapseurs qui développent des projets solidaires dans 8 quartiers de la Métropole : Bellevue, Clos-Toreau, Malakoff, Bottière, Ranzay, Château Rezée et les Richollets à Saint Herblain. Les kaps se sont ainsi développés dans l'habitat diffus en partenariat avec 3 bailleurs : NANTES METROPOLE HABITAT, LA NANTAISE D'HABITATION et HABITAT 44 et de nombreux partenaires institutionnels.

Entretien avec Charles AMIOT, Délégué Territorial AFEV Nantes



Comment est né le projet kaps à Nantes ? Quels étaient les éléments facilitateurs ?

En 2011, lors d'une réunion avec la ville de Nantes, nous avons évoqué le projet kaps que l'Afev venait de développer à Poitiers, Toulouse et Paris. La ville de Nantes s'est montrée tout de suite très intéressée par le projet et nous a mis en relation avec le bailleur Nantes Habitat, devenu aujourd'hui Nantes Métropole Habitat. Ce projet kaps est issu d'une vraie volonté politique de la Ville et il a notamment été porté par Johanna Roland, Maire actuelle de Nantes. C'est ainsi qu'en 2012, le projet kaps est

né d'une envie de proposer aux jeunes une forme innovante d'engagement dans les quartiers. La ville de Nantes et le bailleur social Nantes Habitat ont répondu favorablement dès le début.

Nous avons expérimenté la première année sur le quartier de Bellevue avec 3 appartements et 9 Kapseurs. Immédiatement des projets ont vu le jour comme le vélo café qui par la suite s'est monté sur d'autres quartiers. L'année suivante, nous avons ouvert sur 3 quartiers et 20 kapseurs pour atteindre cette année 2016-2017, 54 kapseurs dans 18 appartements sur 8 quartiers.

Quel est votre bilan des Kaps en 2015-2016 ?

Pour le projet KAPS, c'est une année de stabilisation. Nous avons choisi de modéliser certains outils et actions et de les reproduire sur plusieurs quartiers. Nous avons également pris le temps de réfléchir au sens et aux objectifs des actions KAPS afin d'améliorer la participation des habitants à la création des projets et de répondre encore davantage aux besoins des territoires.

Les actions KAPS ont démarrées un peu plus tard que d'habitude mais dès les premières semaines beaucoup de rencontres entre voisins ont eu lieu par le biais de distribution de gâteaux, de repas partagés, de crémaillères.

De plus, l'AFEV a lancé en 2014 une éva-

luation de l'impact social des KAPS sur trois ans, dans six villes différentes, et cette année Nantes est concernée. En juin dernier, un chercheur est venu loger dans deux Kaps, ce qui lui a permis d'observer des fonctionnements de KAPS différents et de réaliser les entretiens avec une trentaine de kapseurs. Après cette première phase, deux chercheurs sont revenus cet hiver pour interroger des habitants et des partenaires.

Quel sont les projets développés ?

Il sont très divers en fonction de l'envie des Kapseurs, des ressources et possibilités de l'environnement et des besoins exprimés des habitants.

Dans le quartier Malakoff, les trois Kapseurs se connaissaient déjà avant d'emménager car ils font partie d'un groupe de danseurs hip-hop et souhaitent lier leur activité artistique à un projet solidaire.

Ils ont organisé un évènement d'expression libre pour les danseurs, avec Battles de hip-hop et démonstrations. L'évènement a eu lieu à la Maison des Haubans, accessible à tout le monde et a connu un franc succès : c'était un évènement familial, la salle était comble.

Au Clos Toreau, les trois KAPS ont décidé cette année de créer un projet commun, en plus des petites actions propres à chacune. Les neuf kapseurs ont organisé plusieurs repas partagé dans le square au

bas des tours, avec proposition de jeux. Pour terminer l'année ils ont organisé un grand barbecue, suivi d'une répétition générale ouverte au public de la comédie musicale jouée par l'un des kapseurs avec sa compagnie de théâtre amateur. A Bellevue, Marlène et Aude ont travaillé avec la Compostri et avec la Ville pour obtenir l'aménagement (désherbage, apport de terreau) d'un très grand bac bétonné en jachère, sur la place centrale au bas de leur immeuble et la mise en place d'un compost pour ce micro-quartier

En réflexion depuis l'an dernier, elles ont décidé d'agir au printemps. Avec quelques voisins, une association des jardins animés du Marais (la JAM) et les enfants du quartier, elles ont commencé le désherbage du bac bétonné en bas de chez elle. Elles ont commencé à y planter des légumes, des herbes aromatiques, des fruits tout en invitant toute personne qui passait à utiliser ce potager comme et quand elle le voulait. L'atelier jardinage est devenu régulier et c'est un jardin ouvert !

Quels sont vos nouveaux territoires, nouveaux partenariats depuis la rentrée de septembre ?

Depuis septembre 2016, le projet KAPS s'est étendu sur trois nouveaux territoires de la métropole de Nantes, Château de Rezé, Saint-Herblain et Nantes Nord et un nouveau partenariat a été initié avec un nouveau bailleur social, Habitat 44. ■

Entretien avec Robin SALECROIX - Ville de Nantes : Conseiller municipal délégué à la vie étudiante et au logement des jeunes



Ville de Nantes a toujours été partenaire des initiatives de l'Afev et a mobilisé rapidement un premier bailleur social, «Nantes Métropole Habitat».

Quel intérêt portez-vous au projet kaps ?

C'est un bon exemple d'immersion des jeunes et des étudiants dans les quartiers. C'est pour nous un outil singulier permettant la création du lien social qui nous fait parfois défaut. C'est permettre la rencontre entre les habitants et les étudiants.

En quoi ce projet innovant correspond-il à votre politique menée auprès des jeunes sur le territoire ?

Bien que la tentation, légitime, soit de considérer parfois les Kaps comme une réponse au besoin en logement, nous l'avons toujours pris à Nantes comme un moyen d'engagement des jeunes sur les territoires.

De plus, nous l'avons conçu de manière diffuse, en multipliant les quar-

tiers concernés, les colocations, les projets conduits.

C'est une démarche qui implique de mobiliser des acteurs multiples (institutions publiques, associations, groupes d'habitants), avec des configurations multiples selon les quartiers et les projets.

Quelles sont vos attentes aujourd'hui ?

Nous avons développé avec l'Afev un schéma de développement ambitieux du dispositif, visant environ 80 jeunes concernés à l'horizon 2020. Pour ce faire, la Ville de Nantes a inscrit ce développement parmi les actions (retenues par l'Etat) d'un Programme d'Investissement d'Avenir Jeunesse, qui devrait sécuriser le déploiement de cette initiative. En outre, si la Ville de Nantes pilote l'ensemble du PIA, celui-ci est intercommunal et les villes proches de Rezé et de Saint-Herblain s'inscrivent aujourd'hui dans les Kaps. ■

Comment avez-vous eu connaissance du projet ?

L'Afev de Nantes, avec qui nous agissons depuis 1998 dans le domaine de l'accompagnement à la scolarité, avait conduit quelques expérimentations de valorisation de l'engagement solidaire étudiant durant les années 2000. La

Retrouvez les archives d'Universités & Territoires

www.universites-territoires.fr

Jean-Yves PELLEGRY : Chef de projets Publics Spécifiques Direction Gestion Locative Clientèle



Quel regard portez-vous au projet kaps ?

Nantes Métropole Habitat, partenaire de ce dispositif depuis son origine, attache bien sûr un grand intérêt au projet Kaps et le prouve avec le nombre de logement mis à disposition.

Tout d'abord implanté dans les quartiers de Bellevue et de Malakoff dès l'été 2012, le dispositif des KAPS n'a cessé depuis de se développer dans le patrimoine de Nantes Métropole Habitat, pour atteindre aujourd'hui le nombre de 12 logements loués et répartis sur 5 quartiers prioritaires.

En quoi ce projet s'inscrit-il dans votre politique de développement social et de l'habitat ?

Pour l'office, il y a principalement un double intérêt à être partenaire du projet Kaps.

Tout d'abord, en louant des logements en colocation à un public étudiant, nous participons aux réponses possibles apportées en matière de logement étudiant et plus largement à la question du logement des jeunes.

Le second intérêt est bien sûr lié aux projets que les kapseurs vont mener auprès de la population et donc auprès de nos locataires. Des projets qui ont vocation à créer du lien social dans nos

quartiers, notamment avec les contacts quotidiens que les kapseurs peuvent avoir avec la population, comme les repas partagés, les crémaillères ou les distributions de gâteaux en porte à porte.

Quels ont été les effets positifs ?

L'action la plus emblématique des kapseurs auprès de la population et donc auprès de nos locataires est sans nul doute le vélo-café. C'est assurément celle qui offre le plus de visibilité sur les projets menés dans les quartiers.

De plus, le jeune public est souvent au cœur des actions des Kapseurs. Cela représente pour le bailleur un réel intérêt car il s'agit d'un public que de notre côté nous touchons peu.

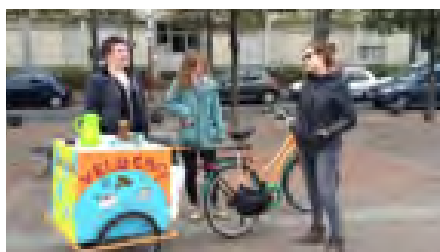
Enfin, les actions menées par les kapseurs dans les quartiers prioritaires de la ville où ils sont implantés s'inscrivent dans des projets de territoires et véhiculent des valeurs auxquelles Nantes Métropole Habitat est attaché. ■

Le VeloCafé facilite les rencontres

Le premier Vélocafé, emblème des KAPS à Nantes, a été construit à Bellevue il y a quatre ans pour aider les kapseurs à aborder les habitants du quartier et se faire connaître. En 2015-2016, le pionnier a fait des émules : deux nouveaux Vélocafé ont été construits par les KAPS de la Bottière et de Château de Rezé.



De septembre à décembre les kapseurs de Bottière et Rezé ont construit la carriole avec l'aide de l'association Vélocampus. Les neuf Kapseurs ont commencé leurs sorties à partir du printemps dans leur quartier respectif. L'utilisation du Vélocafé sur des événements organisés par les autres KAPS ou tout événement public fonctionne très bien et facilite la rencontre : les habitants



sont déjà là et ont du temps, ils ne se sentent pas alpagués ou stoppés dans leur programme.

L'an prochain l'utilisation des trois Vélocafé sera étendue aux autres quartiers. Ils seront un outil au service de tous les kapseurs à sortir dès qu'un événement a lieu. ■





Des étudiants néerlandais transforment la vie dans les maisons de retraite*

Au départ, l'expérience néerlandaise n'est pas apparue avec des idéaux « intergénérationnel » en tête mais avec la volonté de répondre à une nouvelle réalité dramatique. En 2012, le gouvernement, à la recherche d'économie, a en effet arrêté de subventionner de manière systématique les structures qui assuraient la prise en charge de l'accompagnement pour les personnes âgées de plus de 80 ans.



Dans le même temps, les loyers des logements étudiants continuaient leurs progressions et sont passés en moyenne de 341 à 366 euros, qui cumulés au frais d'inscription élevés des universités, a conduit à des coûts d'étude trop élevés pour certains étudiants.

Cette situation a conduit une ONG spécialisée dans la gestion d'établissements sociaux, Humanitas, à ouvrir ses portes au monde étudiant.

L'expérience menée à Deventer aux Pays-Bas, dans une maison de retraite gérée par l'organisation Humanitas, consiste à fournir gratuitement un logement à tout étudiant, en échange de 30 heures par mois auprès d'un ou plusieurs

résidents de la maison de retraite.

Les étudiants sont répartis dans la résidence, un par étage, et vivent dans leur appartement comme dans un logement privé.

Chaque étudiant s'engage à donner environ une heure par jour, à chacun de s'organiser avec le fonctionnement de la résidence, dans des activités à destination des locataires habituels.

C'est l'occasion de familiariser les personnes âgées avec le numérique et internet, leur apprendre à se servir des emails, ou de faire des appels Skype pour qu'ils puissent développer des contacts avec le monde extérieur.

Mais cela passe aussi par des échanges pour parler littérature, réciter des poèmes, ou tout simplement converser et pourquoi pas nouer de réelles amitiés.

Certains étudiants décident même, avec la complicité des accompagnants de remplacer l'activité prévue initialement par le personnel de la résidence.

Il suffit par exemple que les protagonistes parlent tous deux une même langue étrangère et les voilà embarqués dans un tandem linguistique leur permettant de réveiller des connaissances pas ou peu mises en pratique dans leur vie quotidienne.

« Les étudiants amènent la vie exté-



rieure à l'intérieur de la résidence » déclarent les personnes âgées. Car ce qui est demandé aux étudiants est de vivre normalement dans cet environnement, avec leurs habitudes, leurs envies, leurs goûts...

Le personnel de la résidence n'est pas particulièrement impliqué dans ce programme, les étudiants vivant normalement au milieu de leur voisinage. Ils leur arrivent de signaler à un étudiant quand une personne est stressée ou inquiète pour qu'il puisse la visiter et organiser une occupation.

La présence des étudiants soulage les personnels de la maison de retraite tout en créant un enthousiasme et un intérêt réel de la part des personnes âgées.

C'est aussi un moyen pour les étudiants de redonner du sens à leurs études, ou tout du moins de réaffirmer la pertinence du choix de leurs études : pour un étudiant en littérature, réciter des poèmes, raconter des histoires, cela prend une épaisseur bien réelle au contact de ces personnes âgées, et au final renforce leur motivation à aller dans les salles de cours.

Etre utile ne peut jamais faire de mal, bien au contraire : à soi comme aux autres, et plus généralement, à la société. C'est en ce sens qu'aujourd'hui, les universités,

avec leur vivier incroyable de richesses et de talents, peuvent s'emparer des problématiques sociétales actuelles et encourager les étudiants à s'engager. Ce qui est difficile pour la majorité des travailleurs, l'est moins pour les étudiants qui ont plus de temps, d'énergie et moins de responsabilités familiales ou domestiques. Et loin d'être antinomique avec leurs parcours d'études, leur engagement leur permet d'apporter un nouveau regard sur leurs connaissances et leurs envies.

Ce programme a attiré l'attention de nombreuses autres associations similaires aux Pays Bas et dans plusieurs pays qui ont décidées de dupliquer ce modèle.

Des solutions telles que celle imaginée par Humanitas permettent d'augmenter le bien-être d'individus, voire leur espérance de vie, et d'en raffermir d'autres, plus jeunes, dans leur parcours d'engagement, au-delà de leur période estudiantine. ■

** Reportage de Pierre-Yves Ollivier, ingénieur conseil indépendant, administrateur et trésorier à l'Afev*



Universités & Territoires

Universités & Territoires est une publication éditée en partenariat avec l'Afev, l'AVUF, l'ADELE et la CPU
ISSN 2263-8431

Directeur de la publication : Nicolas Delesque
Gérant : Philippe Campinchi (PCC)

Crédits photos et iconographies :
DR, Fotolia

Tarifs d'abonnements : Individuel : 100 euros HT
Institutionnel : 500 euros HT

Parties prenantes : Convention particulière

Universités & Territoires : Chez PCC 19 rue Molière 75001 Paris
Tél : 0684606274

E-mail : redaction@universites-territoires.fr

Universités & Territoires est une publication en participation.

Merci aux partenaires traditionnels d'Universités & Territoires

